



- Ateliers nationaux -

Désertif'actions 2026

**Pour des territoires résilients face aux sécheresses : agissons dès maintenant !**

## Informations générales

- Organismes : Mission inclusion



- Date et lieu de l'atelier : Mardi, le **7 octobre 2025**, de 9 h à 12 h. La rencontre s'est tenue à la **Maison du développement durable** à Montréal, dans un format hybride (en ligne et en présentiel).
- Sources de financement (bailleurs et leurs logos) : **Ministère de l'Environnement**, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs à travers le **Plan pour une économie verte 2030**.



- Personne rapporteuse de l'atelier : Fournier, Frédérique : [ffournier@missioninclusion.ca](mailto:ffournier@missioninclusion.ca)

## Contenus des travaux

### 1. Contexte des sécheresses dans le pays

1.1. Éléments de contexte sur les sécheresses (occurrences des crises, impacts sur les territoires et leurs ressources, sur les communautés et leurs activités)



Co-organismes



Nations Unies  
Convention sur la lutte  
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs





Les discussions ont souligné l'urgence climatique et la nécessité de faire entendre les *réalités du terrain* pour préparer une contribution québécoise forte aux forums internationaux. Les manifestations concrètes de la désertification observées dans les zones d'intervention (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad) sont multiples et accélérées:

- **Manifestations physiques** : Sécheresses plus fréquentes, imprévisibilité de la saison des pluies (changement du calendrier cultural), tarissement des sources d'eau, diminution des superficies cultivables, avancée des dunes et des zones stériles, et salinisation des sols, même à l'intérieur des terres. L'intensité croissante des pluies provoque également la destruction des cultures.
- **Impacts sociaux** : La rareté des ressources (eau et terre) exacerbe les **conflits** et les tensions, notamment entre les éleveurs et les agriculteurs. L'afflux de **personnes déplacées internes (PDI)** et de migrants climatiques crée également une pression additionnelle sur les communautés hôtes.
- **Groupes vulnérables** : Les petits exploitants agricoles, en particulier les **femmes** et les **jeunes**, les populations autochtones et les PDI, sont les plus sévèrement touchés, souvent en situation d'insécurité alimentaire. L'inégalité d'accès aux ressources, déjà existante, est exacerbée par ces chocs climatiques.

1.2. Réponses politiques face aux sécheresses (engagements nationaux, mécanismes existants, positions portées par le pays à l'international)

Le PCCI est considéré comme un mécanisme pionnier de financement climatique sous-national, mais il fait face à un contexte politique québécois d'incertitude budgétaire.

Les données du MELCCFP présentées lors de l'atelier ont révélé que 88 % (57 des 65 projets financés) des projets du PCCI ont identifié des risques climatiques majeurs liés à la désertification, la salinisation, la sécheresse et la gestion durable de l'eau.

## 2. Résultats des travaux sur la sous-thématique traitée

2.1. Thématique traitée (intitulé)

Pilotage territorial

2.2. Question posée et description de la problématique spécifique dans le pays

### Thème 1 : Défis sur le terrain

- Quelles sont les manifestations concrètes de la désertification dans vos zones d'intervention ? Comment voyez-vous l'accélération ? Quels sont les groupes de population qui sont le plus sévèrement touchés par la désertification et quels sont les impacts ?
- Quels sont les acteurs locaux les plus engagés dans la résilience territoriale ? Quelles difficultés rencontrent-ils ? Quels sont les mécanismes institutionnels ou communautaires prometteurs qui mériteraient d'être soutenus davantage ?



- Voyez-vous des enjeux au niveau des connaissances et des dynamiques de pouvoir ? Avec qui travaillez-vous sur le terrain ? Comment faites-vous pour allier connaissances scientifiques et connaissances locales – surtout des groupes les plus marginalisés ?

## Thème 2 : Enjeux de plaidoyer

- Qu'est-ce qui se fait déjà en matière de plaidoyer pour une résilience territoriale dans vos zones d'intervention ? Qu'est-ce qui manque dans les politiques locales, nationales ou internationales pour appuyer les acteurs pour une résilience territoriale ?
- Y a-t-il des types d'acteurs, ou des groupes qui ne sont pas forcément dans le devant de la scène, desquels nous devrions nous rapprocher au cours de la prochaine année afin de co-construire un plaidoyer qui défende les besoins et intérêts des groupes les plus vulnérables ?
- En tant qu'OCI canadiennes, que peut-on porter ensemble comme plaidoyer sans parler « à la place de » ?

Comme aucune des OCI invitée ne travaille sur les enjeux de désertification au Canada, nous avons donc choisi de nous pencher sur le contexte dans nos pays d'intervention. Dans les contextes sahéliens, notamment au Burkina Faso et au Tchad, la principale problématique identifiée par les OCI présentes lors de l'atelier réside dans le manque de cohérence entre les politiques publiques (notamment agricoles, environnementales et foncières) et les réalités vécues sur le terrain.

Les politiques agricoles actuelles favorisent largement l'agro-industrie et les modèles intensifs d'exploitation des ressources, au détriment des systèmes de production familiaux et agroécologiques portés par les petits producteurs. Ces politiques, souvent conçues de manière technocratique, ignorent les pratiques traditionnelles et les dynamiques locales d'adaptation, pourtant essentielles à la résilience territoriale.

Par ailleurs, un accès très inégal aux connaissances, aux technologies résilientes et aux mécanismes de soutien institutionnel empêche les communautés rurales, en particulier les femmes et les jeunes, de jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre la désertification. Ce décalage structurel entre cadres politiques et besoins locaux contribue à aggraver les inégalités existantes, à affaiblir la résilience des territoires et à freiner l'appropriation communautaire des solutions durables.

### 2.3. Actions mises en place pour répondre à la problématique (en lien avec la thématique traitée)

Type d'action	Exemples spécifiques issus des projets
<b>Solutions techniques et modélisation</b>	Mise en place de Clubs conseils climat ou Clubs conseils en santé des sols (UPA DI), basés sur des analyses de sol pour renforcer la matière organique et la rétention d'eau.

Type d'action	Exemples spécifiques issus des projets
	Construction de systèmes solaires pour la transformation alimentaire (Mer et Monde), ou de biodigesteurs pour la production d'énergie et de fertilisants organiques (Mission inclusion - Projet ABC). Utilisation de sites de démonstration et identification de « champions » locaux (ambassadeurs) pour inciter à l'adoption des pratiques résilientes.
<b>Gouvernance et dialogue</b>	Renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles (eau, terre) au niveau communautaire et communal (comités de gestion). Promotion de l'accès sécurisé à la terre pour les femmes, par des activités de plaidoyer et de sensibilisation. Mise en place d'une approche intégrée où l'accompagnement technique est jumelé au renforcement de la gouvernance.
<b>Savoirs et recherche</b>	Collaboration étroite avec les universités et les centres de recherche locaux pour l'adaptation des solutions (recherche-action). Intégration des connaissances locales (notamment celles des groupes marginalisés) aux données scientifiques pour une application pragmatique et abordable.

## 2.4. Freins et leviers au changement pour répondre à la problématique

Freins, difficultés, obstacles à la mise en place d'actions, ou à leur mise à l'échelle	Leviers d'actions, conditions favorables (techniques ou organisationnelles) pour dépasser les difficultés
Politiques et législations : Lois contradictoires ou désuètes qui ne sont pas adaptées à la réalité locale. Politiques agricoles favorisant l'agro-industrie au détriment des petits producteurs.	<b>Plaidoyer et influence locale</b> : Travailler avec les services étatiques régionaux et locaux pour porter les revendications des communautés vers le niveau national.
Coordination et ressources : Manque de coordination entre les structures coutumières et les institutions étatiques. Faible notoriété et manque de moyens des petites organisations pour le plaidoyer.	<b>Réseaux de soutien</b> : Soutenir des réseaux régionaux existants (ex. <b>Sitsee</b> ou <b>Pélum</b> ) qui travaillent en <b>justice climatique</b> et sur les droits fonciers.
Socio-culturel et cohésion : Réticence et conflits exacerbés par la rareté des ressources (éleveurs vs agriculteurs). Tensions entre les groupes ethniques et les PDI et les communautés hôtes. Inégalités préexistantes pour l'accès à la terre des femmes.	Démonstration de l'impact : Utilisation de sites de démonstration et de champions pour montrer des résultats rapides et créer une adhésion communautaire. Le succès génère l'appropriation.
Connaissances et pratiques : Utilisation de pratiques néfastes (brûlis) par manque de	Pédagogie et adaptation : Mettre l'accent sur la littératie climatique (Tchad) et l'alliance entre

formation. Différence entre la recherche académique et la réalité terrain, souvent théorique.	universités/chercheurs et le terrain (recherche-action). Rendre les solutions abordables en termes de coûts et d'infrastructures.
---	---

## 2.4. Messages de plaidoyer prioritaires

Cibles de plaidoyer	Messages de plaidoyer formulés à destination de cette cible
<b>Gouvernement du Québec (CAQ et opposition)</b>	Pérennité du PCCI et cohérence climatique : Assurer la confirmation du financement dans la mise à jour économique (novembre 2025) ou le Budget 2026-2027. Rappeler l'engagement international du Québec (co-présidence BOGA) et l'incohérence de couper un programme phare financé par le marché du carbone.
<b>Opinion publique québécoise</b>	Retour sur investissement (ROI) pour le Québec : Le PCCI est un modèle unique reconnu mondialement (Prix ONU Climate Action Award 2019) qui génère des bénéfices directs (emplois qualifiés, rayonnement de l'expertise québécoise, renforcement du réseau francophone). Utiliser des témoignages pour illustrer l'impact mesurable dans la vie des personnes et les résultats climatiques (ex : Mission inclusion a permis la séquestration de 2 662,89 tonnes de carbone via 500 biodigesteurs).
<b>Acteurs internationaux (COP30, COP17, Bailleurs)</b>	Modèle unique à protéger : Le PCCI illustre l'innovation en financement climatique sous-national. Démontrer l'efficacité du programme dans la lutte contre la désertification et ses liens avec l'autonomie des actrices rurales et la justice climatique.